



Partenariats pour le développement en Afrique

 LE JAPON ET LE PNUD EN ACTION

Message de l'Administrateur du PNUD



La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) joue, depuis sa création, un rôle de premier plan dans la promotion et la mobilisation du soutien au développement de l'Afrique, guidée en cela par le principe du partenariat international et de la maîtrise, par l'Afrique, de son propre destin. Le processus de la TICAD a contribué de façon remarquable à l'intégration des approches de sécurité humaine et de développement axé sur les personnes, une démarche que le PNUD partage à travers son engagement en faveur du développement humain.

Au fil des ans, le processus de la TICAD n'a cessé d'évoluer à mesure que d'autres partenaires conjuguent leurs efforts pour soutenir le développement de l'Afrique. Il mise sur son ouverture et son caractère inclusif pour favoriser une coopération plus étroite fondée sur une vision partagée et des priorités communes identifiées dans le cadre des sommets qui se sont déjà succédé.

La sixième édition (TICAD VI), premier sommet à se tenir en Afrique, intervient à un moment opportun pour se pencher sur des cadres de développement mondiaux et régionaux majeurs, tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063, qui auront un impact sur le continent. À cet égard, le sommet sera l'occasion de consolider les fondations d'un développement accéléré en Afrique.

Tout au long du processus de la TICAD, le PNUD et le Japon ont travaillé de concert avec les gouvernements des pays africains et avec la Commission de l'Union africaine pour renforcer le dialogue et la coopération en vue de réaliser les objectifs de développement du continent et de traduire les déclarations émanant de la TICAD en un ensemble de mesures concrètes.

En sa qualité de coorganisateur et cofondateur du processus de la TICAD, le PNUD exprime sa très vive reconnaissance au Gouvernement du Japon pour son engagement sans faille en faveur du développement africain et pour son partenariat solide avec le PNUD en Afrique. Je me réjouis à la perspective de travailler avec le Japon et toutes les parties prenantes en vue de garantir le succès de la TICAD VI afin de contribuer davantage au progrès et au développement du continent.

A handwritten signature in blue ink that reads "Helen Clark". The signature is fluid and cursive, written in a professional style.

Helen Clark
Administrateur du PNUD

Message du Ministre des affaires étrangères du Japon



Je tiens à exprimer mes félicitations très sincères à l'occasion du 50^e anniversaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) cette année. Le Japon a conclu des partenariats solides avec le PNUD, depuis sa création en 1966, à travers la mise en œuvre de programmes et de projets de développement. Dès 1994, le PNUD a introduit le concept de «sécurité humaine» qui allait devenir le principe de la coopération japonaise en matière de développement et qui se reflète dans des projets mis en œuvre dans le monde entier, y compris en Afrique.

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), rendez-vous mondial important pour débattre du développement en Afrique, est l'un des partenariats phares entre le PNUD et le Japon. Le PNUD coorganise la TICAD depuis son lancement en 1993. À cet égard, j'aimerais lui témoigner ma sincère gratitude pour sa contribution, ces deux dernières décennies, à ce processus, qui constitue l'un des principaux instruments de la diplomatie japonaise en Afrique. La TICAD VI se tiendra les 27 et 28 août prochains et sera organisée pour la première fois en Afrique, au Kenya, pour répondre à la volonté du continent de prendre en main son développement.

La TICAD se distingue par son caractère inclusif, confirmé par la diversité des participants à la Conférence, parmi lesquels figurent des chefs d'État africains ainsi que des représentants des pays partenaires, d'organisations internationales, d'entreprises privées et de la société civile. Pour cette sixième édition, les principaux points de l'ordre du jour concernant l'Afrique comprennent la diversification de son économie, l'industrialisation, la construction de systèmes solides de santé et la stabilisation sociale, avec un accent particulier sur les questions qui ont surgi après la TICAD V, en 2013. À travers l'aide qu'il apporte, le Japon poursuit sa contribution à l'édification d'une croissance de qualité en Afrique, en tenant compte des principes d'inclusion et de sécurité humaine axée sur les personnes.

Pour continuer sur cette lancée, il est essentiel qu'il puisse s'appuyer sur l'expertise du PNUD et son vaste réseau en matière de développement. Le Gouvernement du Japon est déterminé à renforcer sa collaboration avec le PNUD et à poursuivre sa contribution au développement durable des pays africains à travers la mise en œuvre de l'Agenda 2063, élaboré en Afrique, ainsi que des objectifs de développement durable (ODD).

岸田文雄

Fumio Kishida
Ministre des affaires étrangères du Japon

Qu'est-ce que la TICAD ?

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) réunit les dirigeants africains et un large éventail de parties prenantes pour promouvoir le partenariat international en vue de soutenir les priorités du développement africain.

La TICAD joue, depuis 1993, un rôle essentiel dans la sensibilisation de l'opinion mondiale quant aux besoins du développement africain et en assurant à l'Afrique une direction stratégique en matière d'aide au développement. À titre d'exemple, le Programme d'action de Tokyo de 1998 a proposé des objectifs concrets de développement humain et a contribué considérablement à la formulation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Preuve de l'engagement croissant des parties prenantes, la TICAD, qui n'était au départ qu'un espace de dialogue, s'est muée en programme d'action, facilitant la mise en place d'un large éventail



de programmes en faveur de la croissance économique, de la sécurité humaine et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement partout sur le continent.

La TICAD V a adopté la Déclaration de Yokohama, qui s'inscrit dans le droit fil des objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Elle établit un lien crucial entre les programmes de développement africains et mondiaux.

Attirant un nombre croissant de parties prenantes, y compris le secteur privé, la TICAD VI devrait favoriser les partenariats internationaux pour accélérer le développement de l'Afrique.

AGENDA 2063

« Une stratégie mondiale pour optimiser l'utilisation des ressources de l'Afrique dans l'intérêt de tous les Africains. »

CHRONOLOGIE DE LA TICAD

1993 TICAD I

A adopté la Déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique en mettant l'accent sur le rôle moteur joué par le continent. Les parties prenantes se sont engagées à appuyer davantage le développement de l'Afrique.



1998 TICAD II

A adopté le **programme d'action de Tokyo pour le développement de l'Afrique à l'aube du XXI^e siècle**, qui plaide pour :

- la réduction de la pauvreté et l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, en tant que principaux défis ;
- le rôle moteur joué par le continent dans ce processus et le partenariat tant que principes fondamentaux.

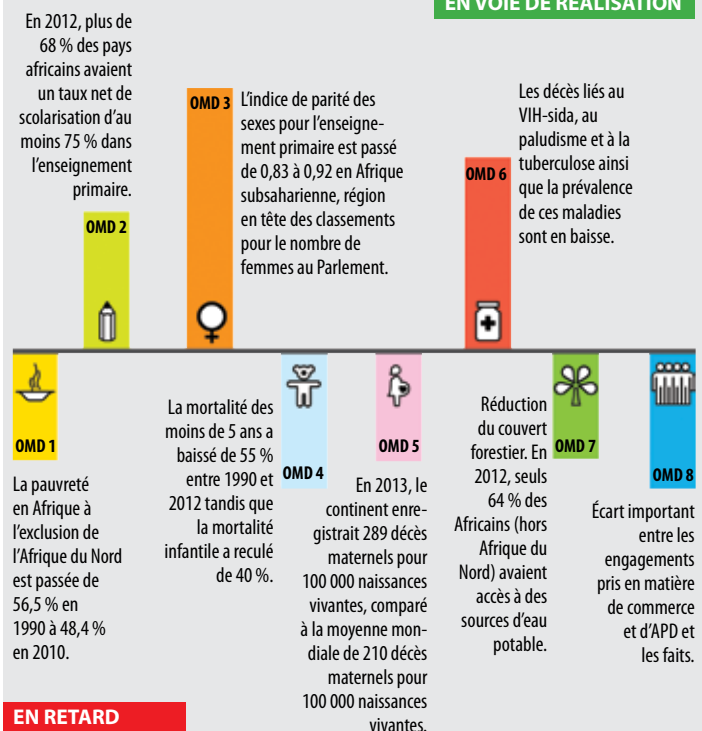
La TICAD : un cadre unique en son genre

- Cadre ouvert et inclusif ;
- En accord avec le programme d'action du continent ;
- Axé sur la sécurité humaine et le développement centré sur l'être humain ;
- Met effectivement en œuvre des programmes avec des mécanismes de suivi intégrés ;
- Mène le dialogue sur le développement de l'Afrique.

La TICAD soutient le programme de développement

Performance de l'Afrique en matière d'OMD

EN VOIE DE RÉALISATION



EN RETARD

2003 TICAD III

- A adopté la **Déclaration du 10^e anniversaire de la TICAD**.
- A plaidé en faveur du soutien aux initiatives d'intégration régionale telles que le **Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)**.



Mark Malloch Brown, ancien Administrateur du PNUD, prend la parole devant la TICAD III.

2008 TICAD IV

- A adopté la **Déclaration de Yokohama** « Siècle de la croissance africaine ».
- A plaidé pour la croissance économique, la paix et la gouvernance, la sécurité humaine, l'environnement et la prise en compte des changements climatiques.
- A créé un mécanisme de suivi pour renforcer la mise en œuvre et l'évaluation.

2013 TICAD V

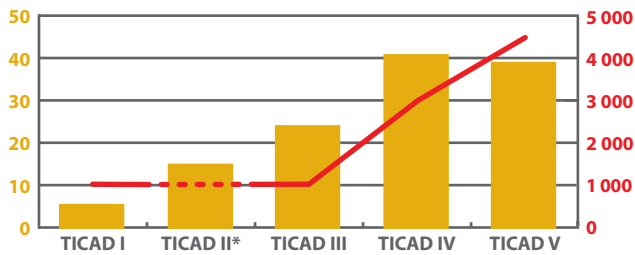
A adopté la **Déclaration de Yokohama** de 2013 : **Main dans la main avec une Afrique plus dynamique**, qui favorise une économie solide et durable, une société inclusive et résiliente ainsi que la paix et la stabilité.



De gauche à droite : Shinzō Abe, Premier ministre du Japon ; Yoshiro Mori, ancien Premier ministre du Japon ; Helen Clark, Administrateur du PNUD.

2016 TICAD VI

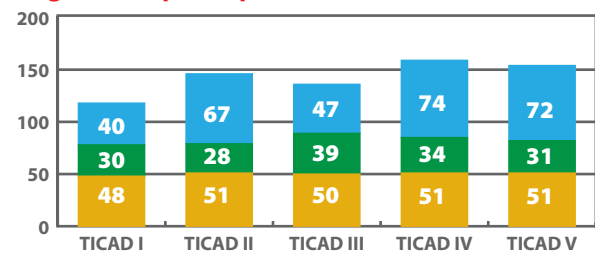
- Premier sommet de la TICAD en Afrique, qui s'attache aux progrès réalisés dans le programme de développement durable pour l'Afrique.
- Priorités : diversification économique et industrialisation, systèmes de santé pour une meilleure qualité de vie, stabilité pour une prospérité partagée.

Nombre de participants à la TICAD

Chefs d'État et de gouvernement africains
Nombre total de participants

*Le nombre total de participants à la TICAD II est une estimation.

Source : Ministère des affaires étrangères du Japon.

Catégories de participants à la TICAD

*Organisations internationales et régionales, ONG, secteur privé, etc.

mondial**OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE****Que sont les objectifs de développement durable ?¹**

Les objectifs de développement durable (ODD), également appelés objectifs mondiaux, se fondent sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : huit objectifs de lutte contre la pauvreté que le monde s'est engagé à atteindre à l'horizon 2015. Des progrès importants ont été réalisés sur les OMD, ce qui montre la valeur d'un programme unificateur assorti d'objectifs et de cibles. Malgré ce succès, la pauvreté n'est pas complètement éliminée.

Les nouveaux ODD et le programme plus vaste de développement durable vont beaucoup plus loin que les OMD, en s'attaquant aux causes profondes de la pauvreté et en répondant au besoin universel de développement pour tous.

¹ Source : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sdgoverview.html>

Projets du PNUD et du Japon en Afrique

Quelques réalisations dans le cadre de la TICAD IV et de la TICAD V

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Mauritanie : plateforme multi-fonctionnelle à énergie solaire

Village de 300 habitants situé sur l'axe routier Nouakchott-Rosso dans le sud du pays, Al Khawara peut enfin profiter de son emplacement sur une route très fréquentée en offrant divers services grâce à l'installation d'une plateforme multi-fonctionnelle alimentée par l'énergie solaire. Cette plateforme met à la disposition des femmes des outils leur permettant de créer leurs propres entreprises, ce qui leur confère un revenu supplémentaire ainsi qu'une certaine autonomie et une plus grande responsabilité sociale et économique. Grâce à l'énergie électrique



Plateforme multifonctionnelle opérationnelle

produite par les panneaux solaires, Al Khawara dispose d'un atelier de couture doté de trois machines à coudre, d'un service de réparation de pneus, de recharge de batteries auto et de téléphones portables, ainsi que d'un congélateur. Selon Abdallahi Ould Abdel Aziz, le nouveau gestionnaire de la plateforme, celle-ci offre « de nouveaux services dans la région, à la grande satisfaction de la population qui devait faire des dizaines de kilomètres pour accéder à ces services. En outre, ajoute-t-il, les voyageurs peuvent maintenant s'arrêter à Al Khawara, alors qu'auparavant ils traversaient le village sans s'y arrêter. » ■

Mauritanie : système Yamaha d'approvisionnement en eau potable

Le système Yamaha d'approvisionnement en eau potable profite à 70 familles habitant les villages de Bouhajra, d'Afdejeidjir ainsi que le parc national du Diawling, soit un total de 470 personnes. En raison de son faible coût, qui s'explique par l'utilisation de l'énergie solaire et la



Système Yamaha d'approvisionnement en eau potable installé dans le village de Bouhajra

facilité d'entretien du système de purification d'eau, la communauté locale génère des revenus en vendant le surplus en eau potable et en électricité aux localités avoisinantes. Un nouveau modèle commercial durable et local, qui bénéficie d'une forte participation des localités bénéficiaires, devrait être lancé prochainement. ■

Afrique du Sud : augmentation du rendement des petits exploitants agricoles

Le PNUD et les sociétés Toray, Mitsukawa et Netafim ont réalisé conjointement une étude de faisabilité en Afrique du Sud. L'objectif est d'augmenter les rendements agricoles des petits exploitants grâce à la transformation de sols arides en terres arables et à la production de cultures marchandes grâce à des rouleaux planteurs à base d'acide polylactique, une technologie unique mise à leur disposition par Toray et Mitsukawa ainsi qu'à un système d'irrigation goutte à goutte fourni par Netafim. ■

Installation de rouleaux planteurs à base d'acide polylactique



CLIMAT ET RÉSILIENCE FACE AUX CATASTROPHES

Burkina Faso : climat et résilience face aux catastrophes

Durant la TICAD IV, le PNUD a soutenu, par l'intermédiaire du Programme d'adaptation en Afrique, 20 pays africains pour intégrer les risques et les perspectives liés aux changements climatiques dans leur développement national. Dans le cadre de ce programme, le Burkina Faso a mené des études de vulnérabilité multisectorielles et de modèle climatique. En outre, pour améliorer le réseau d'observation du climat au niveau national, 16 stations automatiques ont été installées.

Station météorologique dans la région de la Boucle du Mouhoun



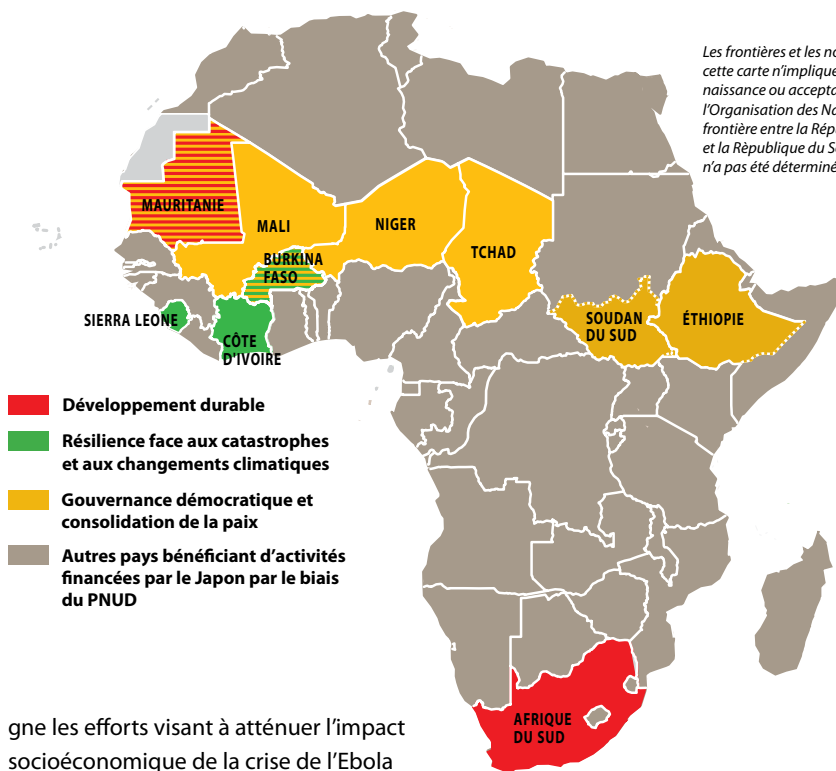
Au moment de la TICAD V, le Burkina Faso fut le premier pays à adopter le Programme national d'adaptation sur la base de ces études. Un soutien supplémentaire a été apporté aux zones rurales en vue de mettre en place un programme d'assurance contre les aléas météorologiques en faveur des petits exploitants. Le premier système d'assurance fondé sur un indice météorologique est en passe d'être mis à l'essai dans la région du Sahel. ■

Sierra Leone : faire face aux répercussions socioéconomiques de la crise de l'Ebola afin de préserver la paix

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de redressement après la crise de l'Ebola en Sierra Leone, le projet accompa-



Motocycliste sensibilisant la population au virus Ebola à Freetown.



Les frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies. La frontière entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas été déterminée.

- Développement durable
- Résilience face aux catastrophes et aux changements climatiques
- Gouvernance démocratique et consolidation de la paix
- Autres pays bénéficiant d'activités financées par le Japon par le biais du PNUD

gne les efforts visant à atténuer l'impact socioéconomique de la crise de l'Ebola afin de préserver la paix. Sept districts frontaliers, 87 régions et 3 750 villages ont fait régulièrement l'objet d'enquêtes ainsi que de mesures visant à accroître l'efficacité de la collaboration entre les communautés et les structures locales de sécurité, et à améliorer l'accès à la justice et à la police de proximité. ■

GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

Côte d'Ivoire : projet d'appui au dialogue social pour assurer la sécurité

Un projet a été lancé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le PNUD pour renforcer la capacité des institutions nationales de sécurité. Ainsi, 3 900 agents de police ont suivi une formation spécifique pour garantir la stabilité en assurant la sécurité des personnes, avec une attention particulière accordée à l'appartenance ethnique, au genre et aux groupes marginalisés, à la lutte contre la criminalité organisée, au maintien de l'ordre, à la gestion des

Policiers en formation en Côte d'Ivoire



scènes de crime et à l'État de droit. Des machines et des équipements de bureau ont été fournis à tous les postes de police dans 11 districts du pays. ■

Éthiopie : centre international éthiopien de formation au maintien de la paix

Avec le soutien du Gouvernement du Japon, le centre international éthiopien de formation au maintien de la paix a organisé sa première formation à la prévention des conflits en octobre 2014, qui a réuni des étudiants originaires d'Éthiopie et d'autres



pays d'Afrique de l'Est. Un instructeur du centre, le commandant Tilahun Hantal (ci-dessus), qui a participé à la formation, indique que « La formation était extraordinaire dans la mesure où elle a été animée par des spécialistes reconnus du domaine, qui nous ont fait part de leur expérience à l'étranger. Elle m'a permis d'améliorer mes connaissances en matière d'analyse et de prévention des conflits, et d'acquérir des compétences techniques en vue de limiter les éventuels conflits à venir. » ■



Étudiants fraîchement diplômés à Wau, Soudan du Sud

Soudan du Sud : accès à la justice et à l'État de droit pour les populations et les rapatriés victimes des conflits

Dans le cadre du projet d'accès à la justice et à l'État de droit pour les populations et les rapatriés victimes des conflits mis en œuvre au Soudan du Sud, 250 rapatriés ont été formés et ont reçu des kits pédagogiques, et 116 rapatriés ont bénéficié de séances de remise à niveau. Des meubles, des équipements informatiques et de transport ont été fournis à trois services des autorités locales et à un bureau de la Commission de secours et de relèvement du Soudan du Sud. Dans trois collectivités, des rapatriés ont bénéficié de services d'aide juridique proposés par 40 assistants juridiques (dont neuf femmes) identifiés et formés par le PNUD. ■

Projet pour la région du Sahel : gestion des frontières et des communautés frontalières au Sahel

Le projet vise à accroître la résilience des communautés frontalières en renforçant la stabilité des régions frontalières dans cinq pays du Sahel : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. En mars 2016, les autorités à tous les niveaux sont intervenues dans la gestion des zones transfrontalières par l'intermédiaire de délégations nationales chargées des frontières et de la sécurité. Les responsables de la gestion des frontières et des communautés frontalières ont participé à la conférence internationale de haut niveau qui s'est tenue à Bamako (Mali), et ont adopté la Déclaration de Bamako sur la gestion transfrontalière et le développement des localités frontalières dans la région du groupe des cinq du Sahel (G5 Sahel). ■



*Au service
des peuples
et des nations*

**Programme des Nations Unies pour le développement
Bureau régional pour l'Afrique
One United Nations Plaza
New York, NY 10017**

**www.undp.org/french
ticad6.net**

Août 2016